

**Mr. Mackenzie**—Well, you have got it now, and I hope you will profit by it. Another thing the Minister of Justice made a great point of was that they were a great people. That they had rights and should protect them; but it was not a week since they were told that Canada was so petty a country that if we were to send a delegate to any foreign country they would not know where he came from. It suited the hon. gentleman's purposes to make them out now a powerful country, but another time and they were a very weak and contemptible people indeed. (Great laughter.) He did not consider it necessary to go over the able arguments of the hon. member for West Durham, because not a single one had been referred to by the Minister of Justice. He imagined that they acted inconsistently in objecting to the terms of Newfoundland, because it had been adopted at the Quebec Conference. It was unnecessary to go over arguments on this point brought forward last session. The resolutions were agreed to at Quebec on an understanding that they were to be accepted at that time, and the whole were to be as a treaty, to be either wholly accepted, or not. Newfoundland, however, refused to accept those terms; but when they sent a delegation to this place, he (Mr. Mackenzie) felt most anxious that such arrangements should be made as would lead to her entry. He believed that the proposition which they made would have been accepted by that people; but the resolutions which the Government insisted on passing, ensured their rejection at the polls. The hon. gentleman had made one statement—he said that the course they proposed was precisely the same, except in name, such as if they had proposed to pass an Address to Her Majesty, in order that they might pay that sum to Nova Scotia. The ground they took was that that was a union of the four Provinces, and they could not alter the Act of Union without the sanction and agreement of those four parties to the agreement; that an appeal to England should be made, which, if favourable, then the Act could be passed; but if the Government could alter the 114th section of the Act, they could alter any part of it, and could, for instance, give a larger representation to any of the Provinces in that House by the same means.

**Hon. Mr. Howe** said that Nova Scotia would have been compelled, without the compromise of last session, to resort to direct taxation to enable her to maintain her local services, whereas Ontario had a large surplus on hand, so that the Premier of that Province could, as he had been informed he did, sometimes, carry

[Hon. Mr. Howe—L'hon. M. Howe.]

**M. Mackenzie**—De toute façon, vous l'avez maintenant, et j'espère que vous en tirerez profit. En outre, le ministre de la Justice a insisté sur le fait que c'est un grand peuple, qu'il a des droits, et se doit de les protéger; mais, la semaine dernière, on leur a dit que le Canada est un pays si peu important que si nous envoyions un délégué à l'étranger, on ne saurait pas, là-bas, d'où il vient. Afin de réaliser ces objectifs, l'honorable collègue se doit de le considérer comme un pays puissant, mais, à un autre moment, il le qualifiera tout simplement de pays médiocre et méprisable. (Grands éclats de rire.) Il ne croit pas nécessaire de reprendre les savants arguments de l'honorable député de Durham-Ouest, vu que le ministre de la Justice ne s'y est pas référé. Il présume qu'ils ont agi sans réfléchir lorsqu'ils se sont opposés aux dispositions concernant Terre-Neuve car elles avaient été adoptées à la Conférence de Québec. Il est inutile de revenir sur les discussions au sujet de cette question présentée à la dernière session. Les résolutions ont été adoptées à Québec moyennant une entente selon laquelle elles devraient être acceptées à ce moment-là, l'ensemble devant prendre la forme d'un traité accepté intégralement ou non. Toutefois, Terre-Neuve a refusé d'accepter ces dispositions; or, lorsqu'ils nous ont envoyé une délégation, il (M. Mackenzie) souhaitait que des accords interviennent sans délai pour permettre à cette région d'entrer dans la Confédération. Il croyait qu'ils accepteraient la proposition qu'on leur faisait, mais les résolutions que le Gouvernement a tenu à faire adopter, ont entraîné leur rejet lors des élections. L'honorable collègue a déclaré que la ligne de conduite proposée, exception faite du nom donné, est exactement la même que celle qui tendait à présenter une adresse à Sa Majesté pour pouvoir verser cette somme à la Nouvelle-Écosse. Ils s'appuient sur l'union qui existe entre les quatre provinces et sur le fait qu'ils ne peuvent pas modifier l'Acte d'Union sans obtenir, à cet effet, la sanction et le consentement des quatre partis participants et qu'il faut présenter un appel à l'Angleterre, auquel une réponse favorable, permettra l'adoption de l'Acte d'Union; mais si le Gouvernement peut modifier l'article 114 de la loi, il peut également modifier toute partie de celle-ci et permettre notamment à n'importe laquelle des provinces, et par le fait même à l'Ontario, d'avoir une plus forte représentation dans cette Chambre.

**L'honorable M. Howe** dit que, sans les compromis de la dernière session, la Nouvelle-Écosse aurait été obligée d'avoir recours à la taxation directe pour lui permettre de maintenir les services locaux, tandis que l'Ontario connaît un surplus important de sorte que le premier ministre de cette province peut conser-